



## Expulsion de neuf étudiants à l'UQAM. Quand rien ne va plus.

L'Université du Québec à Montréal a-t-elle perdu la tête?

Par [Claude Jacqueline Herdhuin](#)

Mondialisation.ca, 25 mars 2015

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)

Analyses: [Le «Printemps érable», LE QUÉBEC](#)

L'UQAM, université dite populaire, fondée en 1969 avec pour mandat l'accessibilité aux études, a-t-elle perdu la tête?

Voilà que la direction de l'UQAM a décidé d'expulser neuf étudiants et étudiantes. La raison invoquée : « Ils auraient commis du vandalisme et des actes illégaux » lors d'activités de perturbation à l'université. Je connais personnellement plusieurs de ces étudiants et étudiantes. Contrairement à ce que l'UQAM essaie de nous faire croire, ce sont des personnes extrêmement articulées, politisées et conscientes des enjeux qui se jouent actuellement dans notre société et partout dans le monde. Des jeunes qui étudient et travaillent fort pour protéger les droits de la communauté uqamienne, faire respecter le mandat premier de l'UQAM, lutter contre l'injustice sociale, sensibiliser et créer des liens tant dans les murs de l'UQAM qu'à l'extérieur.

Des jeunes qui, loin d'être nombrilistes, ont une vision globale du monde dans lequel ils vivent. Des jeunes qui étudient, travaillent pour subvenir à leurs besoins et investissent énergie et temps pour protéger les droits des étudiants et des étudiantes. Les associations étudiantes ne sont pas des nids de serpents, on ne s'y bat pas et le droit de parole y est respecté. J'ai fait presque toutes mes études dans cette institution, du certificat de premier cycle au doctorat. J'ai assisté à de nombreuses réunions et assemblées générales, j'ai travaillé pour le Syndicat des étudiants et étudiantes employé.e.s., jamais je n'ai été témoin d'actes d'intimidation ou de violence au sein de ces instances démocratiques. Je dirais même que les règles du respect y sont appliquées avec beaucoup de rigueur. Mais, à la veille d'une grève étudiante, après une lettre de certains professeurs dénonçant la grève qui, selon eux, même votée dans le cadre des assemblées générales des associations étudiantes, ne serait pas représentative de la volonté étudiante, je me questionne sur la montée de ce mouvement antidémocratique et, antiétudiant.

Quelque chose de grave se déroule actuellement à l'UQAM. Son administration a-t-elle perdu la tête? Comment peut-elle légitimer le salissage dont fait l'objet la communauté étudiante militante? Il est évident qu'elle agit pour des intérêts qui ne sont pas ceux des quelque 44 000 étudiants de cette université (44 017 étudiants au 4 novembre 2014). Les dirigeants de l'UQAM ont même trop souvent tendance à oublier que c'est grâce à ces étudiants qu'ils ont leurs postes et les (nombreux) avantages qui les accompagnent.

Diviser pour régner : faire croire aux étudiants que la grève va les pénaliser (retard dans la diplomation, annulation de cours, entre autres), que les décisions prises par leurs associations étudiantes sont imposées par une minorité, semer le doute sur la légitimité des associations. Un référendum sur la reconnaissance de l'Association facultaire étudiante de science politique et droit (AFESPED) et de l'Association facultaire des sciences humaines (AFESH) a été organisé. Cette consultation démocratique a abouti à la dissolution de l'AFESPED, jugée non représentative par ses membres. La réponse a été « non » à 52 %, avec un taux de participation de 58 %. Je me permets de dire aux 42 % qui n'ont pas répondu au référendum, ainsi qu'aux étudiants des autres associations qui critiquent les décisions et actions de leur association et qui ne se présentent jamais aux assemblées générales, de se taire puisqu'ils n'utilisent pas leur droit de parole et de vote. Ma grand-mère me disait, « si tu ne votes pas, tu ne te plains pas. Et elle ajoutait, c'est sacré le droit de vote, on doit l'utiliser. On s'est battues pour l'avoir ». Dans la même foulée, les médias nous parlent d'une assemblée générale houleuse au cégep Édouard-Montpetit. Le monde étudiant devient un monde dangereux dominé par une poignée de fanatiques régnant en maîtres absolus. Enfin, c'est ce qu'on voudrait nous faire croire, ce que la direction de l'UQAM veut nous faire croire. En tant qu'observatrice au conseil d'administration de l'UQAM, j'ai pu à l'époque constater le mépris de certains de ses membres pour la communauté étudiante. Par contre, les deux représentants des étudiants ont toujours parlé et œuvré avec respect, jamais en leur nom personnel ou pour des intérêts personnels, en veillant à respecter le mandat qui leur avait été confié.

Aujourd'hui, la guerre est déclarée aux étudiants. Le gouvernement Couillard l'a déclarée ouvertement en sabrant dans l'éducation : 20 millions de moins à l'UQAM. En effet, Mesdames et Messieurs de l'Administration, vingt millions, c'est beaucoup. Mais, au lieu de couper dans les charges de cours, pourquoi ne pas supprimer les trop nombreux postes de cadres grassement payés et inutiles? Au lieu de faire la guerre aux syndicats, pourquoi ne pas nettoyer dans votre propre cour? Les salaires des cadres sont plus que confortables. Pourquoi ne pas renvoyer les professeurs connus pour avoir commis des agressions sexuelles, certains ont fait l'objet de plusieurs plaintes, et l'UQAM n'a pas tranché avec autant de violence qu'elle le fait aujourd'hui contre neuf étudiants et étudiantes. Vous sortez une carte de votre chapeau, à un moment stratégique, pour faire obstruction au mouvement de grève légitime de la communauté étudiante qui vous nourrit, ne l'oubliez pas. Vandalisme? Il faudrait sortir de votre tour d'ivoire, repenser à mai 68 (beaucoup plus violent que 2012), remettre les choses en perspectives : ce ne sont pas les étudiants les bandits, ce sont nos dirigeants et vous marchez la main dans la main avec eux pour défendre vos propres intérêts et protéger vos acquis. Vous appuyez un travail de destruction massive de la démocratie et des droits civils. Vous travaillez pour la répression. Il me reste deux ans pour finir mon doctorat, mais vous pouvez me renvoyer. À moins que je n'aie plus envie de fréquenter l'UQAM. Jusqu'où irez-vous dans votre campagne d'intimidation?

Claude Jacqueline Herdhuin



*Claude Jacqueline Herdhuin : Auteure, réalisatrice, scénariste  
Doctorante, Études et pratiques des arts, UQAM*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Claude Jacqueline Herdhuin](#), Mondialisation.ca, 2015

---

Articles Par : [Claude  
Jacqueline Herdhuin](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)